DIAL 2837

VENEZUELA - Un pays en transformation : le témoignage de João Pedro Stédile, coordinateur national du Mouvement des sans-terre du Brésil

mardi 1er novembre 2005, mis en ligne par Dial

Le témoignage de João Pedro Stedile sur la situation actuelle du Venezuela et la politique mise en œuvre par le président Chávez est d'autant plus intéressant qu'il provient d'un homme qui est coordinateur national du Mouvement des sans-terres au Brésil. Son expérience politique et sociale donne un relief particulier à son point de vue. La visite qu'il a accompli au Venezuela a eu lieu fin septembre 2005. Texte transmis par Maximilien Arvelaiz et Thierry Deronne, vicepréssident de la production à la Television Publica VIVE à Caracas.

Chers amis, Chères amies,

Je vous écris depuis les plaines bolivariennes de l'Etat de Barinas, au centre du Venezuela. J'y fais une « tournée », comme ils disent, pour connaître le processus de réforme agraire au Venezuela. Je suis impressionné. Très impressionné. En fin de compte, comme le dit le proverbe oriental, « les yeux perçoivent mille fois plus que les oreilles ». Le Venezuela a connu un passé glorieux au XIXe siècle, avec les luttes héroïques pour l'indépendance menées par Simón Bolívar et Ezequiel Zamora, qui eurent comme camarade de lutte un vaillant combattant brésilien qui arriva au « rang » de général : le général Abreu de Lima, du Pernambuco, source d'une grande fierté au Venezuela, mais dont nous les Brésiliens, nous ignorons encore, et malheureusement, l'histoire.
Cela dit, le XXe siècle réserva au Venezuela une véritable tragédie économique et sociale. Son territoire se trouve au-dessus d'une immense nappe de pétrole. Et la civilisation états-unienne, construite sur l'énergie du pétrole, a pratiquement transformé le pays en l'une de ses colonies, pour s'assurer l'approvisionnement de sa principale source énergétique. Il y eut une « sainte alliance » entre une minorité de l'oligarchie locale, qui s'est approprié l'Etat et les ressources pétrolières, et qui s'est enrichie, tandis que de l'autre côté, la force politique, économique, idéologique et militaire de l'Empire du nord la maintenait intacte. Aujourd'hui le Venezuela est responsable de l'approvisionnement de 25% de tout le pétrole consommé aux Etats-Unis.

Résultat : 80% de la population se trouvait dans la pauvreté absolue, tandis que 2% vivait dans l'opulence. 8% seulement de la population est restée dans le milieu rural, l'agriculture ayant été complètement marginalisée. Et le pays s'est mis à acheter à l'extérieur 88% de tous les aliments.

C'est dans ce contexte historique que finalement, à partir de 1998, avec la victoire électorale d'un colonel jeune et impétueux, banni des forces armées, le changement a commencé. Et ils sont entrés dans le XXIe siècle avec une nouvelle perspective : le Venezuela a cessé d'être une colonie étatsunienne pour devenir la REPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU PEUPLE DU VENEZUELA.

Au début, il semblait s'agir d'un autre de ces « petits chefs militaires » populistes trompeurs, qui bien des fois sont arrivés au pouvoir sur notre continent. L'oligarchie locale perdit les élections mais essaya de

maintenir l'équipe économique du gouvernement précédent (vous avez déjà vu ce film dans d'autres pays ?). Mais cette tentative de cooptation dura six mois à peine. Le jeune colonel Chávez ne plaisantait pas : il s'occupa de changer les institutions. Il convoqua une assemblée constituante qui changea toutes les lois du pays, et ouvrit un espace pour la participation populaire. Le peuple y crut, se mobilisa et participa à ce gouvernement qui, petit à petit, s'est transformé en un gouvernement populaire et révolutionnaire, qui a intégré aussi de plus en plus les sentiments anti-impérialistes et indépendantistes de Simón Bolívar.

J'étais venu ici en 2001 pour un séminaire sur les défis de l'humanité, mais je n'avais pas perçu de grands changements. Au retour, je n'avais pas pu raconter grand-chose à mes camarades de Via Campesina Brésil. Aujourd'hui, je comprends que le processus était en gestation. De retour au Venezuela aujourd'hui, en septembre 2005, je vois d'énormes changements. Dans le gouvernement, dans le peuple, dans le processus, dans la manière de faire les changements. Il n'y a que les élites et les oligarchies qui n'ont pas changé, accrochées qu'elles sont, telles des parasites, à leurs privilèges, essayant d'empêcher les changements à tout prix.

Le président Chávez est passé par six plébiscites, un référendum et deux élections. Il les a tous remportés. Et malgré cela, les élites le traitent de dictateur ou de despote. Et quelques comparses de la bourgeoisie brésilienne répètent le même discours.

Mais qu'est-ce qui est vraiment en train de changer ?

C'est le sens de la politique pour le peuple qui a changé. Le peuple est en train de se conscientiser et de participer activement à toutes les décisions de l'Etat et du gouvernement. Et là il s'agit de la voie la plus importante : faire en sorte que les masses participent à la vie du pays.
C'est le sens de l'économie qui a changé. Ici d'autant plus qu'elle dépend à 80% du pétrole. Et donc, les milliards de dollars du pétrole, qui avant étaient utilisés par 8% de la population uniquement pour s'enrichir dans le luxe et l'extravagance, financent aujourd'hui l'universalisation des services publics de santé et d'éducation pour toute la population. Aujourd'hui, ils servent pour la redistribution de revenus, garantissant des aliments à prix coûtant, une éducation gratuite, la construction de logements populaires, la distribution de terres.
C'est aussi la politique extérieure qui a changé, aujourd'hui exercée avec fierté et un clair sens d'indépendance face à l'impérialisme.
Avec cela, même le rôle des forces armées a changé. J'ai été impressionné par le niveau de politisation de jeunes lieutenants, majors et capitaines, qui ne vivent plus dans des casernes, mais assument activement l'administration de projets sociaux, de construction de routes, de ponts, l'administration de marchés populaires. Ils ont donné un sens à leur uniforme.

J'ai vu au jour d'aujourd'hui des soldats armés, mais armés par le peuple (comme l'a chanté Geraldo Vandré), aidant dans l'occupation de la fazenda Malquinesa, récemment expropriée de ses 8.600 hectares totalement improductifs, alors que ce sont les meilleurs sols du pays, dans la plaine Barineña.

J'ai vu des jeunes pauvres mais enthousiastes, car maintenant ils peuvent étudier, pas seulement dans les cycles primaires et secondaires, mais dans n'importe quel cours universitaire. J'ai vu le président annoncer l'ouverture de 20 mille places pour des étudiants en médecine, pour cette année universitaire. J'ai vu le président participer à une émission de télévision, pendant sept heures, durant lesquelles tous les problèmes du pays sont discutés, avec une transparence impressionnante.

J'ai vu un généreux processus de réforme agraire, qui exproprie toutes les terres « grillonnées » par les grands fazendeiros n'ayant pas réussi à en prouver l'origine. Il respecte cependant toutes les propriétés productives. Mais il détermine l'expropriation de tous les latifundios, indépendamment de la taille. La constitution dit clairement que la société vénézuélienne vise à éliminer le latifundio. J'ai vu l'oligarchie grogner comme un chien enragé, désignant cette loi, pourtant approuvée par plus de 80% des députés, et approuvée par référendum par une large majorité de la population, comme étant un affront au droit de propriété.

J’ai vu dans les rues et dans les bibliothèques populaires, l’Etat distribuer plus d’un million d’exemplaires de plusieurs titres de la littérature universelle, comme Les Misérables de Victor Hugo, Don Quichotte…

J’ai vu un peuple très mobilisé et conscient pour la défense de ses intérêts et luttant pour de véritables transformations économiques et sociales.

J’ai vu le président de la République dénoncer sur une chaîne de télévision qu’il y avait une entreprise pétrolière, propriété de l’Etat vénézuélien, qui détenait 15 mille stations-service et trois raffineries aux Etats-Unis depuis 35 ans, et que durant ces 35 ans, avant le gouvernement bolivarien, pas un centime n’avait été envoyé au Venezuela. Et que finalement aujourd’hui, après plusieurs interventions, pour la première fois en huit mois, la nouvelle direction avait envoyé au pays 500 millions de dollars de bénéfice net. Vous imaginez ce qu’ils ont volé alors en 35 ans ! Et le président annonçait que cet argent non prévu au budget serait utilisé pour des investissements sociaux avec les couches les plus pauvres de la population.

Il est vrai, cependant, qu’ils affrontent d’énormes défis. Beaucoup de barrières, comme celle de se libérer de la dépendance d’achat d’aliments. Comme le défi de remonter une structure productive dans le pays qui utilise les ressources du pétrole pour d’autres investissements productifs, créant du travail pour tous. Ils disent que le plus grand défi est de construire un nouveau modèle économique, qui brise la dépendance du pétrole et de l’empire financier. Et que l’on va vers le socialisme. Ils appellent ceci processus de construction d’un modèle de développement endogène, local, vénézuélien.

J’ai vu beaucoup de changements qui améliorent la vie du peuple pauvre du Venezuela. J’ai vu des hommes et des femmes qui marchent avec fierté et dignité, la tête haute.

J’ai vu que l’Amérique latine peut s’en sortir. Il suffit d’avoir un peuple conscient, organisé et mobilisé. Et un gouvernement engagé avec son peuple et non avec le capital.

Les enfants, je vous jure que j’ai vu tout cela !

– Dial – Diffusion d’information sur l’Amérique latine – D 2837.
– Traduction Dial.
– Source : espagnol.

En cas de reproduction, mentionner la source francaise (Dial) et l’adresse internet de l’article.